



## Marché de nettoyage des locaux du CEA de Cadarache et autres prestations d'entretien associées

### PROJET DE MARCHE N° B24-02431-CCS

ENTRE :

**Le Commissariat à l'Energie Atomique et aux Energies Alternatives**, Etablissement public de Recherche à caractère Scientifique, Technique et Industriel, dont le siège social est situé bâtiment le Ponant D-25 Rue Leblanc à Paris 15<sup>ème</sup> – immatriculé au Registre du Commerce et des Sociétés de Paris sous le numéro R.C.S PARIS B 775 685 019,

représenté par **Monsieur François JACQ**, agissant en qualité d'Administrateur général,  
ci-après dénommé « **le CEA** »

d'une part,

ET :

La société \_\_\_\_\_, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de \_\_\_\_\_  
sous le numéro \_\_\_\_\_, dont le siège social est situé à \_\_\_\_\_,

représentée par **Madame/Monsieur** \_\_\_\_\_, agissant en qualité de \_\_\_\_\_,

ci-après dénommée « **le Titulaire** »

d'autre part,

Ci-après désignés individuellement par la « Partie » et collectivement par les « Parties ».

IL A ETE CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIT :

# SOMMAIRE

ARTICLE 1 - OBJET .....	3
ARTICLE 2 - DOCUMENTS APPLICABLES.....	3
ARTICLE 3 - ÉTENDUE DES PRESTATIONS.....	4
ARTICLE 4 - OBLIGATIONS DES PARTIES .....	6
ARTICLE 5 - RÉCEPTIONS.....	6
ARTICLE 6 - MONTANT.....	7
ARTICLE 7 - RÉVISION DE PRIX.....	9
ARTICLE 8 - CONDITIONS DE FACTURATION ET RÉGIME FISCAL .....	10
ARTICLE 9 - CONDITIONS PARTICULIÈRES D'EXÉCUTION .....	11
ARTICLE 10 - RÉUNIONS.....	12
ARTICLE 11 - INTERLOCUTEUR .....	12
ARTICLE 12 - DURÉE.....	13
ARTICLE 13 - PÉNALITÉS.....	14
ARTICLE 14 - PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE.....	16
ARTICLE 15 - CONFLIT D'INTÉRÊT.....	16
ARTICLE 16 - CONFIDENTIALITÉ.....	16
ARTICLE 17 - PROTECTION DU SECRET DE LA DÉFENSE NATIONALE.....	17
ARTICLE 18 - MISE A DISPOSITION DE LOCAUX.....	18
ARTICLE 19 - MISE A DISPOSITION DU TITULAIRE DE MATÉRIELS PAR LE CEA .....	19
ARTICLE 20 - MISE A DISPOSITION DU TITULAIRE DE FICHIERS OU PROGRAMMES INFORMATIQUES APPARTENANT AU CEA.....	20
ARTICLE 21 - QUALITÉ / SÉCURITÉ / SURETÉ / ENVIRONNEMENT.....	20
ARTICLE 22 - SOUS-TRAITANCE.....	21
ARTICLE 23 - CLAUSE SOCIALE D'INSERTION .....	21
ARTICLE 24 - GESTION DES DÉCHETS.....	24
ARTICLE 25 - JURIDICTION COMPÉTENTE.....	25
ANNEXE 1 - OBLIGATIONS DU TITULAIRE QUANT A SON PERSONNEL .....	26
ANNEXE 2 - PROTECTION DES INFORMATIONS SENSIBLES NON CLASSIFIEES .....	29
ANNEXE 3 – MODELE D'ORDRE DE SERVICE.....	31
ANNEXE 4 – MODELE DE FICHE DE MODIFICATION SUR DEVIS PREALABLE (FDMDP).....	32
ANNEXE 5 – PRESTATIONS EN PARTS ESTIMATIVES .....	33

V031024	DG/CAD/DSTG/SMA/BELP	B24-02431-CCS	4000 / P5H	2/33
	EMETTEUR	AFFAIRE	Numéro de Marché	

**Affaire suivie techniquement par :**

M. CAPARROS Jean-Michel

STL/GLD

☎ : 04.42.25.66.99

Email : jean-michel.caparros@cea.fr

**Affaire suivie commercialement par :**

Mme Cécile CROS

Service des Marchés et Achats

☎ : 04.42.25.48.26

Email : cecile.cros@cea.fr

**ARTICLE 1 - OBJET****1.1 Dispositions générales**

Le présent Marché a pour objet de définir les conditions suivant lesquelles le CEA confie au Titulaire, qui accepte, une prestation de nettoyage des locaux du Centre de Cadarache et autres prestations d'entretien associées.

Ce Marché encadre des prestations de niveau Secret sans détention.

**1.2 Etendue des prestations**

Les prestations se décomposent en une part forfaitaire et une part estimative telles que définies à l'article 3 infra.

**1.3 Unité bénéficiaire**

Cette prestation est réalisée pour le compte du Département de support technique et gestion (DSTG), Service technique et logistique (STL), Groupe Logistique et déchets (GLD).

**ARTICLE 2 - DOCUMENTS APPLICABLES**

Dans la mesure où leurs dispositions ne sont pas contraires à celles du présent Marché et de ses annexes, lesquelles prévalent, les documents ci-après sont applicables par ordre de priorité décroissante :

- les prescriptions de Sécurité – Sûreté nucléaire – Radioprotection du Marché et leurs annexes (référentiels correspondants), incluant le Plan Contractuel de Sécurité correspondant,
- le dossier de consultation du CEA référencé B24-02431-CCS, incluant notamment le Cahier des Charges référencé DG/CEACAD/DSTG/STL/GLD/CDC-24-123 du 06/12/2024,
- les règles applicables aux Entreprises Extérieures (Titulaires ou sous-traitants de marchés) en matière de discipline, de santé et de sécurité au travail sur le Centre du CEA Cadarache, dont le règlement intérieur du CEA Cadarache dans sa version en vigueur,
- la Procédure d'Entrée et sortie de Matériel du centre de Cadarache référencée DG/CEACAD/DIR/PR 026,
- les Conditions Générales d'Achat (**CGA**) applicables aux marchés passés par le CEA (édition de janvier 2022),
- le Cahier des Clauses Sociales particulières applicable aux prestations réalisées par des Entreprises extérieures et impliquant l'intervention de leur personnel sur un site CEA (C2SP),
- les documents normatifs (normes, documents techniques unifiés, etc...).
- à titre supplétif, l'offre du Titulaire référencée [REDACTED], en date du [REDACTED].

Le Titulaire reconnaît expressément avoir pris connaissance et accepté les documents ci-dessus. Ses conditions générales de vente, hormis celles issues de dispositions légales impératives, sont inopposables quelle qu'en soit la forme.

V031024	DG/CAD/DSTG/SMA/BELP	B24-02431-CCS	4000 / P5H	3/33
	EMETTEUR	AFFAIRE	Numéro de Marché	

### ARTICLE 3 - ÉTENDUE DES PRESTATIONS

Les prestations objet du présent Marché sont réalisées conformément aux dispositions du Cahier des Charges visé à l'article 2 supra et de l'ensemble des documents CEA précités, ainsi qu'aux prescriptions des textes et normes en vigueur.

Le Marché se décompose en une partie forfaitaire et une partie estimative définies comme suit :

#### 3.1 **Partie forfaitaire**

##### 3.1.1 *Prestations forfaitaires standards*

Elles sont généralisées sur l'ensemble du Centre de Cadarache et concernent l'ensemble des opérations de nettoyage des bureaux, aires de circulation, laboratoires, halls d'essais, locaux techniques, sanitaires, locaux d'hébergement, vitres (intérieur et extérieur, d'une hauteur inférieure et supérieure à 3 mètres).

Elles sont définies au §3.1 du CDC et comprennent :

- Les opérations à fréquence déterminée,
- Les opérations sans fréquence déterminée.

Pendant la période estivale, du 1er juillet au 31 août, les prestations forfaitaires sans fréquence déterminée sont suspendues, excepté pour les opérations relatives aux vidage des corbeilles et au nettoyage des sanitaires.

##### 3.1.2 *Les prestations forfaitaires spécifiques et régulières*

Ces prestations font partie intégrante du forfait et s'ajoutent aux prestations standards. Elles sont identifiées dans la fiche forfaitaire de chaque bâtiment (cf. Annexe 1 du CDC).

Elles sont définies au §4 du CDC et comprennent :

- L'exploitation des linderies de certaines installations,
- Des opérations de désinfection, désinsectisation et dératisation (3D),
- Le nettoyage des hottes des restaurants d'entreprise 1 et 2, de la maison d'hôtes et du snack du RJH.

##### 3.1.3 *Options*

###### 3.1.3.1 *Traçabilité électronique du passage dans les sanitaires*

Cette option est décrite au §7.1 du Cahier des Charges. La traçabilité électronique mise en place dans les sanitaires devra permettre au CEA (STL/GLD et correspondants nettoyage) de s'assurer en temps réel que les prestations sont bien réalisées.

Cette option aura une durée d'un an et pourra être renouvelée 4 fois par écrit au plus tard un mois avant l'échéance contractuelle chaque année du marché.

#### 3.2 **Partie estimative**

##### 3.2.1 *Dispositions générales*

Le Marché comprend des prestations spécifiques non prévues dans les prestations forfaitaires mais entrant dans le domaine du Marché.

Chaque prestation spécifique confiée au Titulaire par le CEA, fait l'objet d'une commande particulière, contractualisée sous forme d'un Ordre de Service (ci-après désigné par « OS ») pour les prestations sur bordereau de prix unitaires, ou d'une Fiche de Modification sur devis préalable (FDMDP) pour les devis préalables. Le Titulaire ne peut procéder à l'exécution de la prestation tant que l'OS ou la FDMDP correspondants ne lui ont pas été notifiés, dûment signés par le représentant habilité du CEA. Cet OS ou FDMDP vaut commande et doit porter la référence du présent Marché ainsi qu'un numéro propre. Le montant défini pour chaque OS ou FDMDP est forfaitaire et ferme.

V031024	DG/CAD/DSTG/SMA/BELP	B24-02431-CCS	4000 / P5H	4/33
	EMETTEUR	AFFAIRE	Numéro de Marché	

L'émission des OS ou FDMDP ne peut intervenir que pendant la durée de validité du Marché.

Sauf mention dérogatoire et expressément stipulée dans un OS ou FDMDP, ils sont régis par les dispositions du présent Marché.

### 3.2.2 Prestations sur bordereau de prix unitaires

Le Marché comporte des prestations susceptibles d'être commandées par le CEA est énumérée ci-après :

- opérations ponctuelles de nettoyage non comprises dans les prestations forfaitaires (exemple : ascenseurs)
- nettoyage des châssis et des profils métalliques en façades,
- remise à niveau de bâtiments suite à travaux,
- traitement antistatique des moquettes,
- dépose et dépoussiérage des faux planchers techniques,
- nettoyage de faux plafond,
- nettoyage complet des sièges,
- nettoyage complet des cloisons ou murs,
- enlèvement de graffitis,
- nettoyage du matériel informatique / bureautique,
- prestations de 3D (désinfection, désinsectisation, dératisation) en plus des opérations forfaitaires décrites au § 4.2 du CdC.
- Entretien quotidien des terrasses extérieures de restauration
- Entretien mécanique des terrasses extérieures de restauration
- Nettoyage du mobilier extérieur de restauration
- Nettoyage - Nettoyage périodique moquette
- Nettoyage panneaux photovoltaïques abris vélos
- Mise en conformité conteneur poubelle extérieur

Aux fins de déclencher une ou plusieurs unités d'œuvre, le CEA adresse au Titulaire un OS faisant apparaître les prestations commandées ainsi que les quantités associées (cf. modèle en annexe 3).

Le Titulaire établit en retour un devis détaillé sous 48 heures faisant apparaître les moyens mis en œuvre pour réaliser la prestation (profils et charge associée).

Ces prestations sont rémunérées sur la base des prix unitaires forfaitaires mentionnés à l'article « Montant ».

Les Parties peuvent convenir de la création de nouvelles unités d'œuvre au cours de l'exécution du Marché dans les conditions et modalités suivantes :

- l'objet des unités d'œuvre sont de même nature en termes de spécifications techniques que celles définies dans le Marché initial et/ou s'avèrent nécessaires à la réalisation des prestations,
- le chiffrage des unités d'œuvre complémentaires est établi sur la base des montants en vigueur et définis contractuellement ou du montant d'une FDMDP générée dans le cadre de l'exécution du marché et ayant un objet similaire,
- le CEA formalise cette évolution et son accord par un courrier co-signé par les Parties. Les nouvelles unités d'œuvre sont applicables dès réception par le Titulaire de ce courrier co-signé, sans qu'il soit nécessaire de conclure un avenant.

### 3.2.3 Prestations sur devis préalables

Les prestations sur devis préalables portent sur des modifications mineures ou des prestations supplémentaires non couvertes par le Cahier des Charges que le CEA se réserve le droit de faire effectuer par le Titulaire dans les conditions définies par le Marché.

Il pourra notamment s'agir de prestations de nettoyage ou d'entretien rentrant dans le périmètre du marché et non prévues dans la part estimative sur bordereau de prix unitaires.

V031024	DG/CAD/DSTG/SMA/BELP	B24-02431-CCS	4000 / P5H	5/33
	EMETTEUR	AFFAIRE	Numéro de Marché	

A cet effet, le CEA adresse une spécification technique au Titulaire qui établit en retour un devis détaillé sous 48 heures faisant apparaître les moyens mis en œuvre pour réaliser la prestation (profils et charge associée), le délai de réalisation et le coût évalué sur la base des taux de rémunération fixés à l'article « Montant ».

Lorsque les Parties s'accordent sur ce devis, le CEA établit une FDMDP mentionnant la nature des prestations à réaliser, leurs caractéristiques techniques, la durée, les livrables attendus, les délais d'exécution, le montant de la prestation et les termes de paiement le cas échéant (cf. modèle en annexe 4).

## **ARTICLE 4 - OBLIGATIONS DES PARTIES**

### **4.1 Obligations du Titulaire**

#### **4.1.1 Obligation de résultat**

Les prestations objet du présent Marché, dont le Titulaire assure la direction et assume l'entière responsabilité, relèvent d'une obligation de résultat à l'égard du CEA. Si le résultat prévu n'était pas atteint, le CEA pourra prononcer, à tout moment, la résiliation du présent Marché, conformément aux dispositions de l'article 39 des CGA du CEA.

Le Titulaire du présent Marché, en tant que spécialiste des prestations qui lui sont confiées, s'engage à les effectuer dans le respect des besoins et fonctionnalités et des contraintes et exigences exprimées par le CEA dans le Cahier des Charges.

#### **4.1.2 Obligation générale de conseil et d'information**

Le Titulaire est expressément tenu, au fur et à mesure de l'exécution des prestations qui lui sont dévolues au titre du Marché, au devoir de conseil et d'information, lequel consiste notamment à informer complètement le CEA sur les conséquences des différentes décisions qu'il peut être amené à lui faire prendre, à attirer son attention lorsqu'il décèle des risques de quelque nature que ce soit dans l'exécution du Marché, à lui suggérer les démarches ou solutions utiles au complet accomplissement de sa mission et plus généralement à protéger au mieux les intérêts du CEA.

### **4.2 Obligations du CEA**

Le cas échéant, le CEA mettra à disposition du Titulaire tout document et informations nécessaires à l'exécution du présent Marché.

Dans l'hypothèse d'une indisponibilité des éléments précités, les Parties se rapprocheront pour en définir l'incidence sur l'exécution du Marché.

## **ARTICLE 5 - RÉCEPTIONS**

### **5.1 Modalités de réception**

Les réceptions s'effectuent conformément aux conditions prévues au chapitre 11 des CGA.

Chaque réception donne lieu à l'établissement d'un procès-verbal signé contradictoirement par les Parties.

En cas de non conformités ou de non-exécution de tout ou partie des prestations, le CEA se laisse la possibilité d'opérer une réfaction du prix du Marché. Dans cette hypothèse, le CEA notifie au Titulaire une proposition d'accepter en l'état les prestations pour un montant qu'il détermine. Le Titulaire dispose d'un délai de 15 jours ouvrés pour présenter ses observations ; passé ce délai, il est réputé avoir accepté la proposition du CEA. Si le Titulaire formule des observations, le CEA dispose d'un délai de 15 jours ouvrés pour notifier sa décision définitive.

V031024	DG/CAD/DSTG/SMA/BELP	B24-02431-CCS	4000 / P5H	6/33
	EMETTEUR	AFFAIRE	Numéro de Marché	

## 5.2 Partie forfaitaire

### 5.2.1 Prestations forfaitaires

Chaque fin de mois, le CEA adresse au Titulaire le récapitulatif mensuel des surfaces de nettoyage des bâtiments réalisées et des prestations spécifiques associées, afin qu'il puisse établir la facture correspondante.

Les prestations de la tranche ferme font l'objet d'une réception prononcée mensuellement après acceptation par le CEA des prestations attendues durant la période considérée.

### 5.2.2 Option - Traçabilité électronique du passage dans les sanitaires

Les prestations de la tranche optionnelle font l'objet d'une réception prononcée mensuellement après acceptation par le CEA des prestations attendues durant la période considérée.

## 5.3 Partie estimative

Sauf indication contraire dans l'OS ou FDMDP, les prestations, telles que définies à l'article 3.2 du présent marché, seront facturées intégralement après exécution et réception sans réserve par le CEA des prestations et livrables objet de l'OS ou de la FDMDP.

Le montant facturé devra être identique au devis accepté par le CEA.

La facture mensuelle devra être accompagnée du numéro de l'OS ou de la FDMDP du CEA et d'un état justificatif détaillant les types de prestations effectuées sur la période. Cet état récapitulatif devra être établi de manière à permettre un contrôle de cohérence aisé avec les rubriques de la facture.

Les prestations sur bordereau de prix unitaires et sur devis préalable font l'objet d'une réception prononcée mensuellement, après achèvement des prestations associées, et après acceptation par le CEA desdites prestations et des livrables associés.

## ARTICLE 6 - MONTANT

### 6.1 Montant total du Marché

Le montant des prestations, objet du présent Marché, est estimé à la somme de H.T.  
( EUROS HORS TAXES). Ce montant se décompose comme suit :

### 6.2 Partie forfaitaire

#### 6.2.1 Tranche ferme

Le montant total de la tranche ferme est estimé à la somme révisable de H.T.  
( EUROS HORS TAXES), soit  
euros H.T. par an.

#### 6.2.2 Option - Traçabilité électronique du passage dans les sanitaires

Le montant total de l'option est fixé à la somme forfaitaire annuelle et révisable de H.T.  
( EUROS HORS TAXES) soit  
euros H.T. par an.

V031024	DG/CAD/DSTG/SMA/BELP	B24-02431-CCS	4000 / P5H	7/33
	EMETTEUR	AFFAIRE	Numéro de Marché	

### 6.3 Partie estimative

Les montants plafonds ci-après ne sauraient engager le CEA quant au volume réel des prestations à réaliser. En aucun cas le Titulaire ne pourra engager d'opération au-delà des montants plafonds indiqué ci-dessous sans autorisation préalable et écrite du CEA et ce, sous peine de non-règlement des dépenses excédentaires.

#### 6.3.1 Prestations sur bordereau de prix unitaires

Les prestations sur bordereau de prix unitaires sont plafonnées à la somme de XXX€ HT (5% du montant de la part forfaitaire).

Ces prestations seront rémunérées sur la base des montants unitaires et forfaitaires mentionnés dans l'annexe 5 du projet de marché.

#### 6.3.2 Prestations sur devis préalable

Le montant des prestations sur devis préalable est plafonné à la somme de XXX € HT (5% du montant de la part forfaitaire).

Ces prestations seront rémunérées sur la base des taux horaires suivants :

Prestations complémentaires Horaires de présence	Taux horaire en euros HT		
	Chef d'équipe	Agent de service très qualifié	Agent de service qualifié
Heure de jour en semaine	..... € HT	..... € HT	..... € HT
Heure de jour le week-end et les jours fériés	..... € HT	..... € HT	..... € HT

L'acceptation par le CEA du devis du Titulaire rend le montant de la demande de la prestation concernée forfaitaire et ferme.

#### 6.3.3 Clause de réexamen : variation de périmètre

Le CEA se réserve le droit de modifier un certain nombre d'éléments (surfaces de nettoyage, nature des sols, fréquences d'intervention...) au cours de l'exécution du présent marché. Il en est de même pour toute modification de la structure des locaux, des sols ou de la politique de nettoyage en général.

Ces variations peuvent faire l'objet d'un réajustement du forfait, sans avenant, sur la base des prix unitaires définis dans la tranche forfaitaire, dans la limite de 10% du montant estimatif annuel renseigné à l'article 6.2.1. En cas de dépassement de ce volume, les parties pourront se rencontrer afin de déterminer les modalités de réévaluation à la hausse comme à la baisse du forfait annuel prévu contractuellement.

Il est précisé que l'application d'un nouveau montant de forfait n'aura pas d'effet rétroactif.

L'inventaire de référence est celui joint DCE.

V031024	DG/CAD/DSTG/SMA/BELP	B24-02431-CCS	4000 / P5H	8/33
	EMETTEUR	AFFAIRE	Numéro de Marché	

## 6.4 Contenu des prix

Les prix mentionnés ci-dessus sont forfaitaires. En conséquence, ils s'entendent quelles que soient les sujétions et les difficultés de réalisation rencontrées par le Titulaire lors de l'exécution des prestations. Ils comprennent l'ensemble des frais et notamment les frais de main d'œuvre du Titulaire, les frais de déplacement et d'hébergement, les frais de documentation nécessaires à l'exécution des prestations de sorte qu'aucun supplément de quelque nature que ce soit ne puisse s'ajouter.

## 6.5 Caractère des prix

Les montants visés dans le présent article « Montant » sont réputés être établis sur la base des conditions économiques du mois de février 2025 (mois de remise de l'offre).

Ils ont un caractère révisable.

## ARTICLE 7 - RÉVISION DE PRIX

### 7.1 Dispositions générales

Chacune des Parties peut demander la révision des prix du Marché.

Lorsque la demande émane du Titulaire, ce dernier transmet par écrit au service achat du CEA, le calcul de l'évolution des prix suivant les formules définies ci-après. L'évolution des prix ne pourra être effective qu'après l'accord écrit du CEA, donné dans le mois qui suit la date de réception de la demande.

Quelle que soit la formule concernée, celle-ci a vocation à s'appliquer à la hausse comme à la baisse.

Les Parties conviennent que si des modifications venaient affecter l'existence, la composition et/ou la définition des indices prévus ci-après, les indices de substitution proposés par l'INSEE s'appliqueront de plein droit. Cette modification sera actée par le CEA et adressée au Titulaire par écrit.

Au cas où les dispositions du présent article 7 n'auraient pas été respectées par le Titulaire, celui-ci s'engage expressément et par avance, si le CEA lui en fait la demande, à l'application rétroactive des anciens tarifs et, le cas échéant, à établir les avoirs correspondants si des factures ont été payées.

Le mois de remise de l'offre, tel que défini à l'article « Caractère des prix », est désigné «  $M_0$  ».

### 7.2 Révision de prix

Les prix ne sont pas révisés durant la première année d'exécution des prestations, puis ils seront révisables annuellement à compter de la deuxième année d'exécution, à partir du mois de novembre (mois anniversaire du marché), soit à compter du mois de novembre 2025 (ci-après la « Période »), pour chaque nouvelle Période.

La révision est calculée sur la base de la formule ci-après, en arrondissant au millième inférieur :

$$P_{\text{rév}} = P_0 \times (0,15 + 0,85 \times (010766785 / 010766785_0))$$

Dans cette formule :

$P_{\text{rév}}$  : prix révisé,

$P_0$  : prix établi aux conditions économiques de  $M_0$ ,

010766785<sub>0</sub> : L'indice retenu est « Nettoyage courant, marché public » identifiant 010766785 (Indice des prix de production des services français aux entreprises françaises (BtoB). Il est publié par l'Insee. Indice du mois de remise des offres (février 2025),

010766785 : dernière valeur publiée de ce même indice au jour de la date de démarrage de la nouvelle Période.

Le prix ainsi révisé s'appliquera à chaque facturation du Titulaire pour la Période considérée, jusqu'à la Période suivante.

V031024	DG/CAD/DSTG/SMA/BELP	B24-02431-CCS	4000 / P5H	9/33
	EMETTEUR	AFFAIRE	Numéro de Marché	

## ARTICLE 8 - CONDITIONS DE FACTURATION ET RÉGIME FISCAL

### 8.1 **Partie forfaitaire**

#### 8.1.1 *Tranche ferme*

Le montant des prestations de la tranche ferme du présent Marché sera facturé par le Titulaire mensuellement au regard des éléments transmis par le CEA, conformément au §5.2.1 et après réception sans réserve des prestations réalisées,

#### 8.1.2 *Option - Traçabilité électronique du passage dans les sanitaires*

Le montant des prestations de la tranche optionnelle du présent Marché sera facturé par le Titulaire mensuellement au regard des éléments transmis par le CEA, après réception sans réception des prestations réalisées.

### 8.2 **Partie estimative**

#### 8.2.1 *Prestations sur bordereau de prix*

Les prestations sur bordereau de prix sont facturées mensuellement à terme échu et toutes taxes incluses, à la réception sans réserve des prestations réalisées durant le mois considéré. Elles sont rémunérées selon les dispositions et dans la limite du plafond établi à l'article « Montant ».

#### 8.2.2 *Prestations sur devis préalable*

Les prestations sur devis préalable sont facturées mensuellement à terme échu, à la réception sans réserve des prestations réalisées durant le mois considéré. Elles sont rémunérées selon les dispositions et dans la limite du plafond établi à l'article « Montant ».

### 8.3 **Modalités de facturation au format électronique**

Toutes les factures émises par le Titulaire au titre du présent Marché devront porter la référence de ce dernier et des OS ou FMDMP correspondants, le cas échéant.

Toutes les factures dématérialisées via le portail de l'État Chorus Pro par le Titulaire au titre du présent Marché, en plus des mentions légales devront porter :

- **Le numéro de SIRET** du CEA (siège) : 77568501900587
- **Le code service** : **CAD-C**
- **Le numéro d'engagement CEA** : \_\_\_\_\_ (exemple : 4000191919).

Pour toutes questions lors du dépôt dans Chorus, vous pouvez vous adresser à : [CONTACT\\_DEMAT@cea.fr](mailto:CONTACT_DEMAT@cea.fr)

Le CEA en assurera le règlement à trente jours à compter de la date dépôt conforme dans Chorus.

Pour toutes questions concernant le règlement de vos factures, vous pouvez vous adresser à : [RELANCES@cea.fr](mailto:RELANCES@cea.fr)

Pour les marchés relatifs à des prestations périodiques payables à terme échu, les factures émises avant le terme seront réputées avoir été émises le premier jour suivant la date du terme.

### 8.4 **Régime fiscal**

Chaque terme de paiement sera assorti de la taxe sur la valeur ajoutée au taux en vigueur au jour du fait générateur.

Le Titulaire du présent marché s'engage à indiquer sur ses factures s'il est autorisé par l'administration fiscale à acquitter la TVA d'après les débits.

V031024	DG/CAD/DSTG/SMA/BELP	B24-02431-CCS	4000 / P5H	10/33
	EMETTEUR	AFFAIRE	Numéro de Marché	

## ARTICLE 9 - CONDITIONS PARTICULIÈRES D'EXÉCUTION

### 9.1 Lieu d'exécution

Les prestations, objet du présent Marché, sont exécutées sur le site du CEA/Cadarache sur l'ensemble des installations déterminées dans le Cahier des Charges.

### 9.2 Connaissance des lieux et de l'environnement

En complément des renseignements qui lui sont fournis dans les pièces du Marché, et conformément aux dispositions de l'article 4.1 des CGA, le Titulaire doit avoir effectué les vérifications préalables et avoir demandé au CEA tous les renseignements complémentaires qui lui sont nécessaires pour exécuter les prestations dans les délais requis.

Par conséquent, le Titulaire ne pourra en aucun cas prétendre à un supplément de prix ou justifier un retard par suite, soit d'insuffisance de description, soit de difficulté d'accès ou d'organisation due aux particularités du lieu.

### 9.3 Moyens mis en œuvre par le Titulaire

Le Titulaire prend en charge l'ensemble des consommables ayant trait à l'exécution des prestations même lorsque cette exécution s'effectue dans les locaux du CEA.

Le Titulaire fournit à son personnel et sous sa seule responsabilité le matériel nécessaire à l'exécution du Marché conformément aux dispositions de l'article 18.2 des CGA.

Le Titulaire veille à ce que son personnel n'utilise pas les matériels appartenant au CEA qui ne sont pas mis normalement à sa disposition dans le cadre du Marché.

Si des matériels appartenant au CEA étaient prêtés au Titulaire, celui-ci les mettrait en œuvre sous sa seule responsabilité.

### 9.4 Personnel du Titulaire

Les dispositions applicables au personnel du Titulaire sont décrites en annexe 1 du présent Marché.

### 9.5 Audits

Dans le cadre du présent Marché, le CEA se réserve la possibilité de déclencher des audits à tout moment et sur tout ou partie du périmètre du Marché.

Le Titulaire s'engage à coopérer et à tout mettre en œuvre pour permettre l'accessibilité du CEA (ou d'un tiers mandaté par ce dernier) aux informations utiles ou nécessaires à l'audit.

En cas de refus de se soumettre à un audit ou de coopération insuffisante du Titulaire, le CEA notifie par lettre recommandée avec avis de réception l'obligation de respecter les engagements contractuels. Le Titulaire dispose alors d'un délai de quinze jours calendaires pour se mettre en conformité. Après mise en demeure infructueuse, le Titulaire sera redevable d'une pénalité définie à l'article « Pénalités » infra.

Ces dispositions s'étendent également aux audits réalisés en dehors du périmètre du présent Marché, mais pour lesquels la coopération du Titulaire est requise.

A l'issue de l'audit, le CEA notifie au Titulaire les manquements éventuellement constatés aux obligations contractuelles. Le CEA communique au Titulaire le délai maximum pour mettre en place les mesures correctives à ses frais. Par défaut ce délai est de 30 jours calendaires cependant il peut être réduit notamment lorsque le manquement concerne la protection d'informations classifiées. A défaut de mise en conformité dans le délai défini, le Titulaire sera redevable d'une pénalité définie à l'article « Pénalités » infra et le CEA se réserve le droit de procéder à la résiliation de plein droit du présent Marché.

V031024	DG/CAD/DSTG/SMA/BELP	B24-02431-CCS	4000 / P5H	11/33
	EMETTEUR	AFFAIRE	Numéro de Marché	

## 9.6 Format et support des livrables

Conformément aux dispositions du Cahier des Charges, tous les livrables remis par le Titulaire au CEA seront réalisés sur des supports compatibles avec ceux utilisés par le CEA.

## 9.7 Documents CEA

Les documents remis au Titulaire par le CEA seront rendus à ce dernier à l'échéance du Marché quelle qu'en soit la raison.

## ARTICLE 10 - RÉUNIONS

### 10.1 Dispositions générales

Pour suivre l'exécution du Marché, les Parties tiendront des réunions, dans les locaux du CEA, dont la date de tenue sera déterminée d'un commun accord.

### 10.2 Réunions

Les réunions relatives au Marché sont précisées au §7.6 du Cahier des Charges, et comprennent :

- une réunion d'enclenchement, au plus tard deux semaines après la notification du Marché (sauf accord différent entre les Parties),
- des réunions de suivi mensuelles et annuelles.

### 10.3 Suivi des engagements environnementaux et sociaux

Dans le cadre de la réunion d'enclenchement, le Titulaire effectue une présentation des mesures proposées en matière de maîtrise de l'impact environnemental de la prestation d'une part et des actions relevant de conditions d'exécution socialement responsables d'autre part.

Au cours des réunions de suivi définies ci-avant, sera suivie tous les ans la mise en œuvre des actions proposées au stade de l'offre en termes de maîtrise de l'environnement d'une part et des actions relevant de conditions d'exécution socialement responsables d'autre part.

### 10.4 Réunions spécifiques

En fonction de l'évolution des prestations ou afin de traiter des points spécifiques pouvant être d'ordres technique, commercial ou contractuel, les interlocuteurs techniques pourront se réunir, sans frais supplémentaires, à la demande de l'une ou l'autre Partie par échange de correspondances.

## ARTICLE 11 - INTERLOCUTEUR

Dans le cadre de l'exécution du présent Marché, le Titulaire désigne comme interlocuteur :

Mme/M.

Tél :

Email :

V031024	DG/CAD/DSTG/SMA/BELP	B24-02431-CCS	4000 / P5H	12/33
	EMETTEUR	AFFAIRE	Numéro de Marché	

Interlocuteur relatif à la clause d'insertion :

Mme/M.

Tél :

Email :

Au cas où l'interlocuteur du Titulaire ou un des intervenants serait remplacé, ce dernier s'engage à avertir le CEA dans les meilleurs délais. Une période de recouvrement d'une durée de 2 semaines sera effectuée aux frais du Titulaire, afin de procéder aux transferts d'informations et aux différentes modalités administratives internes au CEA.

## **ARTICLE 12 - DURÉE**

### **12.1 Durée**

Le présent Marché entre en vigueur à compter de sa notification par le CEA.

Il a une durée de 5 ans ferme à compter du 1<sup>er</sup> novembre 2025.

### **12.2 Livrables**

#### **12.2.1 Dispositions générales**

Le Titulaire s'engage à remettre au CEA la totalité des documents devant être réalisés dans le cadre des prestations conformément aux exigences du Cahier des Charges (§7.6) et plus généralement à chaque item du Cahier des charges comportant des exigences en la matière, à la fréquence demandée et dans les temps impartis.

#### **12.2.2 Supports des réunions de suivi**

Dans le cadre des réunions de suivi, le Titulaire prépare un document de présentation qu'il remet au CEA au moins 7 jours ouvrés avant la réunion pour les bilans mensuels et 1 mois après la date d'anniversaire du début du contrat pour la réunion annuelle.

Ce document contient notamment le résumé des opérations menées durant la période concernée et toute information utile ou nécessaire au suivi de la prestation, incluant le calcul et le suivi des éventuels indicateurs contractuels définis dans le Cahier des Charges et à l'article « Pénalités » infra.

#### **12.2.3 Comptes rendus de réunions**

Chaque réunion fait l'objet d'un compte-rendu établi par le Titulaire et envoyé au CEA pour validation dans un délai de 5 jours ouvrés suivant la date de réunion.

Après acceptation formelle du CEA, ce compte-rendu est diffusé par le Titulaire selon une liste définie par le CEA. En aucun cas un compte-rendu non accepté ne peut faire l'objet d'une diffusion.

#### **12.2.4 Validation des livrables**

Le Titulaire soumet les livrables à la validation du CEA. Il prévoit en outre, à ses frais et risques, la révision de l'ensemble de ces livrables en fonction des remarques du CEA.

Le CEA dispose d'un délai de 15 jours ouvrés à compter de la date de remise des livrables pour faire part au Titulaire de son accord ou de ses remarques éventuelles sur le contenu et la présentation des livrables.

En cas de remarques, le Titulaire prend en compte, sans frais supplémentaires pour le CEA, les demandes de rectifications formulées par le CEA, dans un délai maximum de 15 jours ouvrés. Ces rectifications devront également être validées par le CEA.

V031024	DG/CAD/DSTG/SMA/BELP	B24-02431-CCS	4000 / P5H	13/33
	EMETTEUR	AFFAIRE	Numéro de Marché	

Le fait que le CEA approuve ou valide tout ou partie des livrables ne diminue ou ne limite en aucune manière la responsabilité du Titulaire. Les livrables deviennent la propriété du CEA après leur acceptation.

### 12.3 Prestations estimatives sur devis

Au titre des prestations estimatives sur devis du présent Marché, le Titulaire s'engage à remettre les devis dans un délai de 48 heures ouvrés à compter de l'envoi de la spécification technique par le CEA.

## ARTICLE 13 - PÉNALITÉS

Nonobstant les pénalités applicables au titre des CGA, notamment prévues à l'article 24, les pénalités ci-après s'appliquent au présent Marché.

### 13.1 Pénalités pour manquement aux obligations contractuelles

Au titre de la mauvaise exécution du Marché, les pénalités suivantes pourront être appliquées au Titulaire :

Manquements aux obligations prévues au Cahier des Charges:	Montant de la pénalité en euros
<b>EXECUTION DES PRESTATIONS</b>	
Constat d'écart entre l'autocontrôle des prestations effectué par le Titulaire et la vérification de ce dernier par le CEA	300€ par point de pourcentage d'écart
Non-atteinte de l'objectif qualité de la prestation suite aux contrôles qualité hebdomadaires réalisés par le CEA	300€ par point de pourcentage d'écart
Constat d'écart entre le pourcentage objectif de qualité générale et le pourcentage de satisfaction obtenu	300€ par point de pourcentage d'écart
Non-respect du planning (hors modifications en accord avec le CEA) et/ou des fréquences et/ou des modes opératoires	250 € par jour calendaire de retard et par local, à compter de notification écrite du manquement
Non-respect d'un engagement contractuel du Titulaire (précisé dans son offre)	100 € par jour calendaire de retard à compter de notification écrite du manquement
Retard au niveau de la réalisation des prestations hors forfait (hors modifications en accord avec le CEA)	100 € par jour calendaire de retard à compter de notification écrite du manquement
Non emploi de matériels adéquats prévus dans l'offre technique du Titulaire	100 € par jour calendaire de retard à compter de notification écrite du manquement
Absence de réapprovisionnement des consommables/ ou mauvais fonctionnement du matériel	100 € par jour calendaire de retard, par type de consommables et par local, à compter de la notification écrite du manquement
Absence du personnel non justifiée/ sans prévenir le CEA	100 € par absence constatée et notifiée par écrit au Titulaire
Absence de remplacement d'un personnel	150 € par jour calendaire d'absence supplémentaire

V031024	DG/CAD/DSTG/SMA/BELP	B24-02431-CCS	4000 / P5H	14/33
	EMETTEUR	AFFAIRE	Numéro de Marché	

Absence de communication ou communication incomplète des éléments relatifs à la reprise du personnel en fin de marché	Retenue de 10% du montant de la facture mensuelle après mise en demeure non suivi d'effet
Perte des clés/badges confiés pour accéder aux locaux	Coût de la clé ou du badge + frais engagés pour le changement
Non-respect des moyens mis à disposition par le CEA	100 € par écart + remise en état à la charge du prestataire
Non-respect d'une exigence du CDC	150 € par jour calendaire de retard à compter de notification écrite du manquement ou s'il s'agit d'un constat uniquement 150 € par constat
<b>REUNIONS – LIVRABLES - DEVIS</b>	
Retard dans la transmission des bilans périodiques	200 € par jour calendaire de retard
Résultats de l'autocontrôle non transmis en temps réel	100 € par jour calendaire de retard
Retard dans la remise d'un livrable contractuel	100 € par jour calendaire de retard
Retard dans la modification d'un livrable suite à demande du CEA	60 € par jour calendaire de retard
Absence non justifiée aux réunions de contrôle	200 € par écart
Absence non justifiée aux réunions de suivi ou toute réunion programmée par le Chargé de contrat CEA	150 € par écart
Retard au niveau de la transmission de devis de prestations hors forfait	100 € par jour calendaire de retard
<b>DISPOSITIONS GENERALES</b>	
Ecartés liés à la qualité	1 000 € par écart
Ecartés liés à la sécurité	2 000 € par écart

### 13.2 Pénalité pour non-respect des consignes en matière d'évacuation de déchets conventionnels

En cas de non-respect par le Titulaire des dispositions de l'article « gestion des déchets », celui-ci sera redevable d'une pénalité de 500 € par constat d'écart.

### 13.3 Pénalité pour non-respect des engagements environnementaux et sociaux

En cas de non-respect par le Titulaire des engagements environnementaux et/ou sociaux, celui-ci sera redevable d'une pénalité de 500 € par constat d'écart.

### 13.4 Pénalités pour non-respect de la clause sociale d'insertion

En cas d'absence ou de refus de transmission à la facilitatrice des clauses sociales, au PLIE ou au CEA des renseignements propres à permettre le contrôle de l'exécution de la clause sociale d'insertion, le CEA procèdera

V031024	DG/CAD/DSTG/SMA/BELP	B24-02431-CCS	4000 / P5H	15/33
	EMETTEUR	AFFAIRE	Numéro de Marché	

à une mise en demeure du Titulaire. En cas de mise en demeure restée infructueuse, le Titulaire se verra appliquer une pénalité égale à 100 euros par jour de retard.

Lors de la réception du Marché, sera effectué un décompte global des heures d'insertion réalisées.

En cas du non-respect du volume d'heures d'insertion sur lequel le Titulaire s'est engagé conformément aux dispositions de ce même article, une pénalité de 50 euros par heure d'insertion non réalisée sera appliquée.

Sur avis du facilitateur clauses sociales, le Titulaire pourra être exonéré de pénalités si la non-exécution de l'obligation ne lui incombe pas.

### **13.5 Modalités d'application des pénalités et plafond**

Les pénalités définies dans le présent article sont :

- toutes cumulables,
- non libératoires, applicables de plein droit et sans mise en demeure préalable, ni autres formalités juridiques ou judiciaires, facturées directement par le CEA,
- cumulativement plafonnées à 10 % (DIX POUR CENT) du montant total HT du Marché.

## **ARTICLE 14 - PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE**

Les droits de propriété intellectuelle qui pourraient naître à l'occasion de l'exécution du présent Marché sont régis par les dispositions de l'article 12 des CGA.

Chaque Partie demeure propriétaire de ses Connaissances Propres.

## **ARTICLE 15 - CONFLIT D'INTÉRÊT**

De manière qu'il ne puisse se trouver en situation de conflit d'intérêt à l'occasion de l'exécution du présent Marché, le Titulaire s'engage à avertir sans délai le CEA si, à l'occasion de l'exécution du présent Marché, il se trouve en situation de pouvoir influencer sur les conditions dans lesquelles une Société avec laquelle il entretient des liens soumissionnerait, obtiendrait ou exécuterait un marché portant sur des prestations qui entreraient, directement ou indirectement, dans le champ d'un ou plusieurs projets ou interviendrait en sous-traitance d'un tel marché.

Après examen de la situation ainsi créée, le CEA, soit donnera au Titulaire son accord pour la poursuite des prestations, soit déliera le Titulaire des engagements nés du présent Marché en ce qui concerne les prestations concernées et négociera avec lui la moins-value résultant de la non-exécution des prestations.

Si la sous-traitance est autorisée, le Titulaire s'engage à ce que ses sous-traitants se conforment, en ce qui concerne leur propre autonomie, aux dispositions de la présente clause relative au conflit d'intérêt et à écarter tout sous-traitant d'un groupe de tâches pour lequel ledit sous-traitant se trouverait en situation potentielle de conflit d'intérêt.

Toute violation ou inobservation par le Titulaire ou ses sous-traitants des engagements ci-dessus, même dans les cas où elles résultent d'une imprudence ou d'une négligence, peut entraîner la résiliation du présent Marché à ses torts, sans formalités judiciaires et sans préavis par le CEA, sans préjudice de tous dommages et intérêts au bénéfice du CEA.

## **ARTICLE 16 - CONFIDENTIALITÉ**

Les dispositions en matière de confidentialité sont régies par les dispositions de l'article 11 des CGA.

V031024	DG/CAD/DSTG/SMA/BELP	B24-02431-CCS	4000 / P5H	16/33
	EMETTEUR	AFFAIRE	Numéro de Marché	

## ARTICLE 17 - PROTECTION DU SECRET DE LA DÉFENSE NATIONALE

1. Le Marché est un marché classifié de niveau Secret au sens de la réglementation sur la protection du secret de la défense nationale. Il n'implique pas la détention d'Informations ou Supports Classifiés (ISC) par le Titulaire.

En application des dispositions législatives et réglementaires en matière de protection du secret de la défense nationale, le Titulaire s'engage à assurer la protection des ISC auxquels il a accès et/ou qu'il détient au titre du Marché, en tenant compte des dispositions particulières stipulées dans le Plan contractuel de sécurité (PCS).

Il reconnaît avoir pris connaissance des textes portant sur ses obligations résultant de la connaissance et de la détention d'ISC et plus particulièrement :

- les articles L. 2311-1 à L. 2313-1 et R. 2311-1 à R. 2312-2 du code de la défense ;
- le code pénal, notamment ses articles 413-9 et suivants ;
- l'arrêté du 9 août 2021 portant approbation de l'instruction générale interministérielle n° 1300 sur la protection du secret de la défense nationale (ci-après dénommée « IGI 1300 ») ;
- l'arrêté du 15 mars 2021 du Ministère des armées portant approbation de l'instruction ministérielle n°900 (IM 900) sur la protection du secret et des informations Diffusion restreinte et sensibles ;
- l'arrêté du 12 avril 2022 portant approbation de l'instruction ministérielle n°2300 (IM 2300) relative à la protection du secret de la défense nationale au sein des ministères de la transition écologique, de la cohésion des territoires et des relations avec les collectivités territoriales et de la mer.

Le Titulaire déclare se soumettre aux obligations résultant pour lui de l'application de ces dispositions ainsi qu'à celles découlant de l'ensemble des textes législatifs et réglementaires relatifs à la protection du secret de la défense nationale.

2. Pour exécuter le Marché, le Titulaire doit détenir une habilitation au niveau requis en cours de validité. Il engage toutes les démarches nécessaires au respect de cette obligation et notamment celles relatives à son renouvellement.

En cas de perte de cette habilitation en cours d'exécution du Marché, celui-ci peut être résilié de plein droit par le CEA, en totalité ou en partie, sans indemnité pour le Titulaire.

3. Les personnels participant à la réalisation du Marché et ayant à connaître des ISC doivent préalablement être habilités au niveau requis par le PCS. Le Titulaire engage toutes les démarches nécessaires au respect de cette obligation et notamment celles relatives au renouvellement de leurs habilitations.

4. Le Titulaire s'engage, dès que l'autorité de l'habilitation le permet, à faire habilitier un nombre de personnels suffisant à la bonne exécution du Marché et pour toute sa durée, y compris pendant les périodes estivales, jours fériés, fermetures de centre, etc. Le Titulaire s'engage à ne faire habilitier que des personnels qui appartiennent à son entreprise, sauf autorisation écrite du CEA.

Le Titulaire tient à jour la liste des personnels habilités pour l'exécution du Marché. Il la communique au CEA à première demande de ce dernier et également lors de toute mise à jour.

Le Titulaire s'engage à ce que ses personnels n'accèdent à aucune installation autre que celle(s) concernée(s) par le Marché.

5. Le Titulaire s'engage à informer ses personnels habilités du caractère secret des prestations et de l'obligation qui leur est faite de tenir confidentiels l'ensemble des ISC auxquels ils seront amenés à accéder et/ou qu'ils seront amenés à détenir.

A ce titre, le Titulaire fait signer à ses personnels habilités l'engagement de responsabilité prévu par l'IGI 1300.

6. L'exécution du Marché peut conduire le Titulaire à avoir connaissance d'informations ou supports qui, sans être couverts par le secret de la défense nationale, portent la mention « Diffusion Restreinte » et ne peuvent être divulgués à des personnes n'ayant pas le besoin d'en connaître dans l'exercice de leur fonction. Dès

V031024	DG/CAD/DSTG/SMA/BELP	B24-02431-CCS	4000 / P5H	17/33
	EMETTEUR	AFFAIRE	Numéro de Marché	

lors, ils ne peuvent être rendus publics. Le Titulaire s'engage à respecter pour ces informations et supports, les dispositions de l'IGI 1300 et les dispositions du PCS.

7. Le Titulaire s'engage à ne pas sous-traiter les prestations classifiées du Marché, sauf autorisation préalable du CEA accordée par écrit et précisant les conditions de cette sous-traitance. Dans ce cas, la réalisation par un sous-traitant de prestations classifiées est notamment conditionnée par l'obtention d'une habilitation au niveau requis par l'autorité d'habilitation compétente, de la personne morale dudit sous-traitant et de ses personnels concernés.

Le nom des entreprises sous-traitantes ainsi que la nature des prestations sous-traitées doivent être décrites dans le PCS.

Le Titulaire s'engage à ce que les entreprises sous-traitantes se conforment aux dispositions du présent article.

Le Titulaire doit notamment mettre en place un PCS « fils » élaboré par ses soins, signé par le sous-traitant, validé et contresigné par l'Officier de sécurité du CEA.

Par ailleurs, la sous-traitance de prestations sensibles, au sens de l'article 5.3.2 de l'IGI 1300, est soumise à l'obtention préalable écrite par le Titulaire de l'autorisation du CEA. A cet effet, le Titulaire transmet au CEA l'avis sans réserve d'enquête administrative de la personne morale du sous-traitant (ou, le cas échéant, une attestation d'habilitation en cours de validité de la personne morale du sous-traitant).

8. Le Titulaire informe le CEA, dans le délai d'un mois, de l'achèvement des prestations classifiées du Marché. Il remet obligatoirement au CEA la Fiche de clôture du Plan contractuel de sécurité (FCPCS) qui est jointe au Plan contractuel de sécurité (PCS).

Il s'engage à respecter les dispositions relatives à la destination des ISC convenues avec le CEA et précisées par la FCPCS.

En cas de non-respect de ces dispositions, le Titulaire encourt la sanction suivante : paiement d'une pénalité d'un montant de 500€ HT/jour de retard.

9. Toute violation ou inobservation par le Titulaire des obligations découlant des paragraphes du présent article, même dans les cas où elles résultent d'une imprudence ou d'une négligence, peut entraîner l'abrogation de la décision d'habilitation au secret de la défense nationale de la personne morale et, par voie de conséquence, la résiliation de plein droit du Marché en totalité ou en partie, sans indemnité pour le Titulaire, sans préjudice des peines prévues par les dispositions du code pénal.

## **ARTICLE 18 - MISE A DISPOSITION DE LOCAUX**

### **18.1 Entrée dans les lieux et utilisation**

Aux fins d'exécution des prestations objet du présent Marché, le CEA met à disposition du Titulaire des locaux dans le périmètre de l'installation concernée par le Marché, dont le détail sera défini lors de la réunion d'enclenchement.

Un état des lieux contradictoire sera établi lors de la prise de possession des pièces.

Le Titulaire s'engage à entretenir les lieux en bon état et à faire réparer à ses frais toutes dégradations provenant de son fait. Le Titulaire ne pourra apporter aucune modification à l'état des lieux, sans l'accord préalable et écrit du CEA.

Cette mise à disposition ne pourra en aucune manière être considérée comme un bail commercial susceptible d'ouvrir droit au renouvellement dans les termes des articles L 145-1 à L 145-60 du Code de Commerce.

Les pièces mises à la disposition du Titulaire sont placées sous la responsabilité d'un chef d'installation (salarié du CEA) qui exerce son autorité pour effectuer les actes relatifs à la réglementation en vigueur (contrôles réglementaires périodiques des installations électriques, formation générale à la sécurité, exercices de sécurité PUI, PPI, etc...).

V031024	DG/CAD/DSTG/SMA/BELP	B24-02431-CCS	4000 / P5H	18/33
	EMETTEUR	AFFAIRE	Numéro de Marché	

La planification de ces actions est transmise aux occupants des lieux afin de leur permettre de s'organiser en conséquence.

Les pièces sont mises à disposition du Titulaire à titre précaire et révocable sous préavis de quinze jours ouvrables.

### **18.2 Modalités financières**

Les pièces sont mises à disposition du Titulaire à titre gracieux.

Les frais résultant de l'installation du Titulaire dans les pièces mises à sa disposition sont à sa charge.

### **18.3 Assurance - responsabilité**

Le Titulaire s'engage à souscrire toutes les assurances nécessaires pour couvrir, d'une manière suffisante, les responsabilités qu'il pourrait encourir du fait ou à l'occasion de son installation dans les lieux mis à sa disposition et/ou des installations et matériels qu'il aura mis en place.

Le CEA n'assurera aucune obligation en ce qui concerne le gardiennage des lieux mis à la disposition du Titulaire et/ou des installations et matériels qu'il aura mis en place. En conséquence, le Titulaire devra souscrire une assurance multirisques bureaux couvrant les lieux et leur contenu, stipulant une renonciation à recours contre le CEA en cas de sinistre.

### **18.4 Sortie et restitution**

Un état des lieux contradictoire sera établi lors de la restitution des pièces.

L'occupation des lieux par le Titulaire prend obligatoirement fin à l'issue du présent Marché, le Titulaire s'engageant à rendre ces lieux libres de toute occupation. A ce titre, le Titulaire s'engage à quitter les lieux dans les 5 jours ouvrés après la date de fin du présent Marché, sous peine d'une astreinte comminatoire de 300 euros par jour de retard, laquelle sera acquise au CEA au fur et à mesure, à titre de clause pénale.

Le Titulaire s'engage à rendre les lieux dans l'état où il les a pris, sans pouvoir réclamer au CEA des indemnités pour les améliorations qu'il y aurait éventuellement apportées.

## **ARTICLE 19 - MISE A DISPOSITION DU TITULAIRE DE MATÉRIELS PAR LE CEA**

En complément des dispositions de l'article 19 des CGA applicable au présent Marché, pour les matériels mis à disposition du Titulaire par le CEA, le responsable du Titulaire vérifie, avant leur utilisation, qu'ils sont en bon état, adaptés au travail à réaliser et que ses salariés savent et peuvent les utiliser dans des conditions normales de sécurité.

### **19.1 Propriété des matériels**

Les matériels du CEA confiés au Titulaire pour l'exécution du présent Marché sont la propriété du CEA. Les sous-traitants éventuels du Titulaire devront être acceptés par le CEA pour pouvoir les utiliser. Ces matériels ne pourront être employés à d'autres usages qu'après accord préalable et écrit du CEA.

Ces matériels seront entreposés de telle sorte qu'ils puissent être identifiés sans contestation possible.

### **19.2 Etat des lieux – Inventaire**

Avant le début de la prestation, un inventaire des matériels, produits et équipements (appelés de manière générique « matériel » ci-après) mis à la disposition du Titulaire par le CEA sera établi contradictoirement. Une vérification de l'inventaire sera réalisée en fin de Marché.

Le Titulaire est responsable de la garde et de l'emploi du matériel mis à sa disposition. Toute disparition ou dégradation du matériel dépassant l'usure normale, ou en cas d'utilisation non conforme par le Titulaire du matériel mis à sa disposition, le CEA se réserve le droit de demander réparation au Titulaire, soit en remplaçant

V031024	DG/CAD/DSTG/SMA/BELP	B24-02431-CCS	4000 / P5H	19/33
	EMETTEUR	AFFAIRE	Numéro de Marché	

aux frais de ce dernier le matériel ayant subi des dégradations anormales, soit en remettant en état le matériel. Le Titulaire ne pourra pas se prévaloir de ces cas pour se décharger de sa responsabilité et du non-respect de ses prestations.

Toute interruption du Marché, quelle qu'en soit la cause, entraîne de facto une restitution immédiate au CEA du matériel mis à la disposition du Titulaire sans que ce dernier ne puisse élever une quelconque réclamation à ce titre.

## **ARTICLE 20 - MISE A DISPOSITION DU TITULAIRE DE FICHIERS OU PROGRAMMES INFORMATIQUES APPARTENANT AU CEA**

Dans le cadre des prestations confiées au Titulaire et pour leur bonne exécution, le CEA peut être amené à mettre à disposition du Titulaire des fichiers informatiques de données, des programmes informatiques, sous quelque forme que ce soit (codes-sources, codes-objets, codes exécutables).

Il est de convention expresse que le CEA est et reste propriétaire des fichiers ou programmes mis à disposition du Titulaire. Les données contenues dans ces fichiers ou programmes ne peuvent être exploitées par le Titulaire que pour les besoins des prestations qui lui sont confiées. Toute autre diffusion ou exploitation, sous quelque forme que ce soit, lui est interdite. De même, il lui est interdit d'effectuer des copies de ces fichiers ou programmes.

En conséquence, le Titulaire doit s'obliger à prendre toutes mesures tendant à assurer le secret le plus absolu sur les données communiquées. Il ne peut communiquer tout ou partie de ces données qu'aux membres de son personnel appelé à travailler pour les prestations considérées. A l'issue des prestations, le Titulaire devra restituer sans délai les fichiers ou programmes au CEA.

## **ARTICLE 21 - QUALITÉ / SÉCURITÉ / SURETÉ / ENVIRONNEMENT**

Les prestations, objet du présent Marché, sont réalisées suivant les exigences fixées par le CEA pour la sécurité et par les normes en vigueur ISO 9001 et ISO 14001 pour la qualité et l'environnement.

Le Titulaire applique le système d'assurance de la qualité décrit dans son plan d'assurance de la qualité de manière à permettre l'application des dispositions de l'arrêté du 7 Février 2012 fixant les règles générales relatives aux installations nucléaires de base depuis la phase de conception jusqu'au démantèlement.

Le CEA se réserve la possibilité d'effectuer les vérifications concernant le fonctionnement effectif du système. A cette fin, le Titulaire laisse libre accès, dans les horaires normaux, à ses installations et facilite les audits effectués par du personnel CEA ou mandaté par le CEA.

Ces vérifications ne diminuent en rien la responsabilité du Titulaire.

Le Titulaire assistera le CEA dans le cadre des audits et visites de surveillance relatifs à son propre Système de Management.

S'il apparaît que certaines dispositions relatives à la maîtrise de la qualité, à la démarche environnementale ou en matière de sécurité, sont inappliquées, notification en est faite au Titulaire qui présente au CEA, dans les délais requis, les modifications nécessaires.

En cas de carences, le CEA se réserve la possibilité d'interrompre à tout moment, l'exécution du Marché. Si le Titulaire se révèle incapable de remédier à ses manquements, le contrat peut être résilié aux torts du Titulaire, sans indemnité.

### ***Bilan de gaz à effet de serre (petite clause)***

Sur le fondement de l'article L.1431-3 du code des transports, le Titulaire communique à l'interlocuteur technique CEA, au plus tard en fin de prestation, une information relative à la quantité de gaz à effet de serre émise par le ou les modes de transport utilisés pour réaliser cette prestation.

V031024	DG/CAD/DSTG/SMA/BELP	B24-02431-CCS	4000 / P5H	20/33
	EMETTEUR	AFFAIRE	Numéro de Marché	

## ARTICLE 22 - SOUS-TRAITANCE

Toute opération de sous-traitance est soumise à l'accord préalable et écrit du CEA au moyen du formulaire prévu à cet effet.

Le Titulaire doit reporter dans les contrats avec ses sous-traitants l'ensemble des obligations et des spécifications du présent Marché relatives aux travaux sous-traités.

Les contrats de sous-traitance ne doivent pas faire obstacle à une libre utilisation par le CEA des résultats ou des ouvrages de la présente commande.

Après signature par les Parties et avant le commencement des travaux sous-traités, une copie du contrat de sous-traitance pourra être demandée par le CEA. La sous-traitance totale est interdite.

## ARTICLE 23 - CLAUDE SOCIALE D'INSERTION

Dans le cadre de sa politique d'achats responsables et de lutte contre les exclusions, le CEA a décidé de faire application des dispositions de l'article L 2112-2 du Code de la commande publique en incluant dans le présent Marché une clause obligatoire d'insertion.

Le volume d'heures indiqué qui devra être réservé à l'embauche d'une ou plusieurs personnes engagées dans un parcours d'insertion, constitue un minimum obligatoire de **20 000 heures**.

Si la formation fait partie du contrat de travail (contrat de professionnalisation, contrat d'apprentissage, etc.), les heures de formation sont comptabilisées au titre des heures d'insertion.

Il est précisé que ces engagements ne constituent pas une cause de limitation ou de diminution de la responsabilité du Titulaire dans l'exécution du Marché.

L'obligation ainsi définie peut être remplie par le Titulaire à travers les contrats de travail signés par les différents cotraitants qui le composent, ainsi que les contrats de travail signés par leurs sous-traitants, le cas échéant, sous réserve qu'ils en aient été informés préalablement par le Titulaire. Ce dernier demeure, en toute hypothèse, responsable à l'égard du CEA du respect des obligations stipulées au présent article.

En cas de groupement d'opérateurs économiques, le mandataire du groupement est l'interlocuteur unique du CEA pour le suivi d'exécution de la clause d'insertion.

### 23.1 Public bénéficiaire de la clause sociale d'insertion

Les personnes visées par l'action d'insertion professionnelle relèvent notamment de l'une des catégories suivantes :

- Personnes recrutées et accompagnées dans une structure reconnue par l'Etat :
  - o Personnes prises en charge dans le secteur adapté ou protégé ; salariés des entreprises adaptées, des entreprises adaptées de travail temporaire ou usagers des ESAT ;
  - o Personnes prises en charge dans les structures d'insertion par l'activité économique (IAE) mentionnées à l'article L .5132-4 du code du travail, c'est-à-dire ;
    - mises à disposition par une association intermédiaire (AI) ou une entreprise de travail temporaire d'insertion (ETTI)
    - salariées d'une entreprise d'insertion (EI), d'un atelier chantier d'insertion (ACI) ;
  - o Personnes prises en charge dans des dispositifs particuliers, notamment les Etablissements Publics d'Insertion et de Défense (EPIDE) et les Ecoles de la deuxième Chance (E2C) ;
  - o Personnes en parcours d'insertion au sein des groupements d'employeurs pour l'insertion et la qualification (GEIQ).
- Personnes répondant à des critères d'éloignement du Marché du travail :

V031024	DG/CAD/DSTG/SMA/BELP	B24-02431-CCS	4000 / P5H	21/33
	EMETTEUR	AFFAIRE	Numéro de Marché	

- Demandeurs d'emploi de longue durée (plus de 12 mois d'inscription au chômage) sans activité ou en activité partielle (moins de 6 mois dans les 12 derniers mois) ;
- Bénéficiaires du RSA en recherche d'emploi ;
- Personnes ayant obtenu la reconnaissance de la qualité de travailleurs handicapés au sens de l'article L.5212-13 du code du travail orientés en milieu ordinaire et demandeurs d'emploi fixant la liste des bénéficiaires de l'obligation d'emploi ;
- Bénéficiaires de l'allocation spécifique de solidarité (ASS), de l'allocation adulte handicapé (AAH), de l'allocation temporaire d'attente (ATA), de l'allocation veuvage, ou de l'allocation d'invalidité ;
- Jeunes de moins de 26 ans en recherche d'emploi :
  - sans qualification (infra niveau 3, soit niveau inférieur au CAP/BEP) et sortis du système scolaire depuis au moins 6 mois
  - diplômés, justifiant d'une période d'inactivité de 6 mois depuis leur sortie du système scolaire ou de l'enseignement supérieur ;
- Demandeurs d'emploi senior (plus de 50 ans) en recherche d'emploi depuis plus de 6 mois ;
- Habitants des quartiers prioritaires de la politique de la ville éloignés de l'emploi et en recherche d'emploi depuis plus de 6 mois ;
- Personnes rencontrant des difficultés particulières sur proposition motivée de Pôle emploi, des maisons de l'emploi, des plans locaux pour l'insertion et l'emploi (PLIE), des missions locales, de Cap emploi ou des maisons départementales des personnes handicapées (MDPH).

D'autres personnes, rencontrant des difficultés particulières d'insertion professionnelle, peuvent, sur avis motivé du facilitateur, être considérées comme relevant des publics prioritaires.

L'éligibilité des publics doit être établie préalablement à la mise en œuvre du dispositif et à la réalisation des heures d'insertion.

## 23.2 Modalités de mise en œuvre

La clause sociale d'insertion professionnelle peut être mise en œuvre par le Titulaire selon une ou plusieurs des modalités suivantes :

- par une embauche directe en contrat à durée indéterminée (CDI), en contrat à durée déterminée (CDD) ou en contrats en alternance (contrat de professionnalisation ou contrat d'apprentissage). Les heures effectuées par les personnes en insertion via l'embauche directe sont comptabilisées durant l'exécution du Marché à compter de la date d'embauche et pour une période maximale de deux ans. Les heures de formation réalisées durant le contrat de travail sont valorisables sur justificatifs ;
- par la mise à disposition de salariés en insertion via le recours à une association intermédiaire (AI), ou à une entreprise de travail temporaire d'insertion (ETTI), ou à une entreprise de travail temporaire adapté (ETTA), ou à un groupement d'employeurs pour l'insertion et la qualification (GEIQ), ou à une entreprise de travail temporaire (ETT) ;
- par le recours à la sous-traitance ou au groupement d'opérateurs économiques avec une entreprise d'insertion (EI), un atelier chantier d'insertion (ACI) ou une entreprise adaptée (EA), un établissement et service d'aide par le travail (ESAT), une entreprise d'insertion par le travail indépendant (EITI), ou un travailleur indépendant handicapé (TIH).

L'entreprise s'assurera, préalablement au recrutement, de l'éligibilité du candidat auprès de la structure facilitatrice.

La structure facilitatrice, en partenariat avec le Service Public pour l'Emploi et les acteurs de l'insertion et de la formation du territoire, pourra proposer ses services d'aide au recrutement.

La durée maximum de prise en compte des heures travaillées et des heures de formation au titre de la clause d'insertion est de 24 mois. Dans le cas d'un marché d'une durée supérieure à 24 mois, la valorisation des heures pourra être comptabilisée jusqu'au terme du Marché.

V031024	DG/CAD/DSTG/SMA/BELP	B24-02431-CCS	4000 / P5H	22/33
	EMETTEUR	AFFAIRE	Numéro de Marché	

Exemple de justificatifs à produire en phase d'exécution du Marché : Fiches de suivi des heures d'emploi et de formation, attestation de formation, contrat de travail en alternance.

A l'issue du Marché, le Titulaire s'engage à étudier toutes les possibilités d'embauche ultérieure des personnes en insertion.

Après la notification du Marché, le Titulaire indiquera, en relation avec le facilitateur clauses sociales, les modalités opérationnelles d'exécution et le planning détaillé de mise en œuvre de la clause sociale et désignera son propre correspondant insertion.

### 23.3 Globalisation des heures d'insertion

Si, dans un même bassin d'emploi, le Titulaire est attributaire d'un ou plusieurs autres marchés comportant une clause sociale d'insertion, le Titulaire peut solliciter auprès du CEA la globalisation des heures d'insertion, afin de favoriser le parcours d'insertion des personnes éloignées de l'emploi.

### 23.4 Dispositif d'accompagnement des entreprises

Afin de faciliter la mise en œuvre de la démarche d'insertion, un appui technique a été mis en place par le CEA, il sera assuré par :

<p>METROPOLE AIX-MARSEILLE-PROVENCE</p> <p>Direction Cohésion Sociale – Service Insertion Sociale</p> <p>Madame Cécilia REVEL</p> <p>Chargée de mission facilitatrice des clauses sociales</p> <p>Tél. 06 23 61 80 59</p> <p>Courriel : <a href="mailto:cecilia.revel@ampmetropole.fr">cecilia.revel@ampmetropole.fr</a></p>
--

Dans le cadre du Marché, le facilitateur a pour mission notamment :

- d'accompagner le Titulaire dans la définition du besoin de recrutement (nature du poste, compétence ...) et de lui proposer les modalités les plus appropriées de mise en œuvre de la clause d'insertion (embauche directe, mise à disposition, etc...) ;
- d'identifier les publics susceptibles de répondre au besoin du Titulaire ;
- d'organiser le suivi des publics ;
- de mesurer et de communiquer auprès du CEA et du Titulaire sur les réalisations.

Le Titulaire fournit mensuellement au facilitateur clauses sociales les renseignements propres à permettre le contrôle de l'exécution et l'évaluation de l'action en complétant le formulaire informatique sur la plateforme de déclaration UP Clause via un lien communiqué par le facilitateur.

Par ailleurs un contrôle sur pièces pourra être réalisé par le facilitateur en cours d'exécution du Marché. Le Titulaire est tenu de tenir à sa disposition les bulletins de salaire de chacun des mois travaillés pour chaque personne bénéficiaire de la clause d'insertion.

A l'initiative du CEA, une réunion de mise au point de l'action d'insertion est organisée avec le Titulaire et le facilitateur. Elle est mise en place après notification du Marché. Durant toute la période d'exécution du Marché, le CEA peut organiser avec le Titulaire et, le facilitateur, des réunions de suivi de la clause d'insertion.

Le Titulaire notifie au CEA toute difficulté pour assurer son engagement. Dans ce cas, le CEA, avec l'appui du facilitateur, étudie avec le Titulaire les moyens à mettre en œuvre pour atteindre les objectifs d'insertion.

En cas de difficultés économiques, établies par un faisceau d'indices, l'entreprise attributaire peut demander au CEA la suspension ou la suppression de la clause d'insertion sociale. En cas de difficultés économiques qui se

V031024	DG/CAD/DSTG/SMA/BELP	B24-02431-CCS	4000 / P5H	23/33
	EMETTEUR	AFFAIRE	Numéro de Marché	

traduisent par le recours à de l'activité partielle, à l'engagement d'une procédure de licenciement pour motif économique ou à l'ouverture d'une procédure de redressement judiciaire, le CEA annule la clause d'insertion sociale. Cette annulation est subordonnée à la communication d'une copie des documents afférents à ces difficultés, transmis à la DREETS ou au juge.

Il est procédé au contrôle de l'exécution de l'action d'insertion pour laquelle le Titulaire s'est engagé, tout au long de l'exécution des prestations :

- le Titulaire, ou le cas échéant le facilitateur, établit pendant toute la durée du Marché un bilan annuel ;
- le Titulaire, ou le cas échéant le facilitateur, rédige un bilan final dans le mois précédant la fin de l'exécution du Marché transmis CEA.

Ces bilans portent sur les aspects quantitatifs et qualitatifs de l'action d'insertion.

### 23.5 Pondération des objectifs d'insertion en cas de transfert de personnel

Pour prendre en compte l'obligation de transfert de personnel prévu dans la Convention Collective Nationale des sociétés de nettoyage, dans son "Annexe 7", le nombre d'heures d'insertion à réaliser par le titulaire sera pondéré de façon à prendre en compte le nombre d'heures de travail réalisées par les salariés transférables. Ces heures ne sont ainsi pas prises en compte dans le calcul du nombre d'heures d'insertion qui devront être réalisées par le titulaire.

La formule de pondération P qui s'applique est la suivante :  $P = 1 - [(S \cdot C) / (A/N)]$

- S = nombre d'heures effectuées sur un mois avec un horaire habituel, par les salariés transférables
- C = Coefficient de transformation en heures, ici 28 (taux horaire moyen chargé) / 60% (part de main d'œuvre) soit 47
- A = montant total du marché HT
- N = durée du marché en nombre de mois.

Ce coefficient P appliqué au nombre d'heures d'insertion initial définit le nombre d'heures d'insertion applicable au titulaire, hors reprise de personnel. La clause sociale d'insertion n'est pas applicable si le nombre calculé est inférieur à 150h pour un lot.

### 23.6 Suivi du respect des dispositions d'insertion sociale

L'absence ou le refus de transmission de ces renseignements entraîne l'application de pénalités définies à l'article « Pénalités ».

En tout état de cause, le Titulaire doit, dès leur survenance, informer le CEA par courrier recommandé avec accusé de réception, qu'il rencontre des difficultés pour assurer son engagement.

En cas de manquement grave du Titulaire à son engagement d'insertion, le CEA peut procéder à la résiliation du Marché.

## ARTICLE 24 - GESTION DES DÉCHETS

### 24.1 Tri des déchets

Il est rappelé que la valorisation ou l'élimination des déchets créés par les prestations, objet du Marché, est de la responsabilité du CEA en tant que producteur de déchets et du Titulaire en tant que détenteur de déchets, pendant la durée du chantier. Toutefois, le Titulaire reste producteur de ses déchets en ce qui concerne les emballages des produits qu'il met en œuvre et les chutes résultant de ses interventions.

À ce titre, le Titulaire se doit de procéder au tri des déchets valorisables issus du chantier dont il a la charge pour le compte du CEA (métal, bois, plastique, verre).

Le non-respect de cette exigence fera l'objet d'une pénalité prévue à l'article « Pénalités » supra.

V031024	DG/CAD/DSTG/SMA/BELP	B24-02431-CCS	4000 / P5H	24/33
	EMETTEUR	AFFAIRE	Numéro de Marché	

## 24.2 Evacuation des déchets

Il est rappelé que quel que soit le mode d'évacuation adopté (apport volontaire sur la dépositrice, évacuation directe hors du centre) et la nature du déchet (métallique, plastique, inerte, verre, bois, enrobés, déchets industriels en mélange, etc.) le Titulaire devra systématiquement transiter :

- par le bâtiment 300 pour un contrôle radiologique au Service de Protection contre les Rayonnements (SPR),
- par le bâtiment 785 pour effectuer une pesée au pont bascule et faire enregistrer la fiche de production de déchets dûment signée par le producteur (chargée d'affaires de l'installation au CEA) ainsi que par le SPR. Dans le cas d'une évacuation directe, la fiche de production sera complétée du bordereau de suivi de déchets dûment renseigné conformément aux dispositions définies dans les consignes.

Le Titulaire devra respecter la procédure d'évacuation référencée STL NTE DECH DO 083 du 02/02/2021

Concernant le cas particulier des déchets amiante, le Titulaire devra se conformer aux spécifications réglementaires définies dans la procédure STL NTE DO 1579 du 17.12.2015.

L'évacuation hors du centre des déchets d'amiante est de la responsabilité du CEA. Le Titulaire amené à effectuer des opérations de dépose d'amiante ou des travaux de désamiantage est tenu de respecter les modes opératoires de conditionnement tels que précisés dans les spécifications susvisées. Il appartient également au Titulaire d'émettre au préalable pour chaque nature de déchet d'amiante la fiche d'identification nécessaire à l'obtention par le CEA du certificat d'acceptation préalable de prise en charge par la filière d'élimination.

Le non-respect de ces exigences fera l'objet d'une non-conformité précisée dans une fiche d'écart suivie de l'application de pénalités selon l'article dédié supra.

D'une manière générale, il sera rappelé au Titulaire à l'enclenchement des prestations les exigences principales en matière de gestion des déchets sur le centre de Cadarache.

## ARTICLE 25 - JURIDICTION COMPÉTENTE

Tout différend pouvant survenir entre le Titulaire et le CEA, relatif au présent Marché, est de la compétence exclusive du Tribunal administratif de Marseille.



Fait en deux exemplaires originaux :

Pour le CEA :	#signature1#
Pour le Titulaire :	Signature :  Date :

V031024	DG/CAD/DSTG/SMA/BELP	B24-02431-CCS	4000 / P5H	25/33
	EMETTEUR	AFFAIRE	Numéro de Marché	

## **ANNEXE 1 - OBLIGATIONS DU TITULAIRE QUANT A SON PERSONNEL**

En complément des dispositions prévues aux Conditions Générales d'Achat (CGA) et/ou du Règlement intérieur (Titre III) précités à l'article 2 « documents applicables », le Titulaire est responsable de l'application à son personnel affecté à l'exécution des prestations objet du présent Marché :

- de l'ensemble de la législation et réglementation sociales (hygiène et sécurité, radioprotection, dosimétrie, travail dissimulé...), notamment, du code du travail et du code de la santé publique,
- des instructions générales de sécurité applicables aux entreprises extérieures travaillant sur le site,
- des instructions particulières aux installations où sont exécutées les prestations.

A ce titre, le Titulaire est notamment tenu de respecter et de faire respecter par son personnel :

### **1. La législation et la réglementation relatives à l'hygiène et la sécurité du travail issues du code du travail, et notamment :**

- les prescriptions particulières d'hygiène et de sécurité applicables aux travaux effectués dans un établissement par une entreprise extérieure (articles R. 4511-1 et suivants du code du travail) ;
- les prescriptions particulières de sécurité et de protection de la santé des personnes qui interviennent sur les chantiers de bâtiment et de génie civil (articles L.4531-1 et suivants et R.4532-2 et suivants du code du travail) ;
- l'interdiction de faire appel aux salariés sous contrat de travail à durée déterminée ou aux salariés des entreprises de travail temporaire pour la réalisation de travaux à risques particuliers.

Au titre de ces dispositions, le Titulaire veillera, notamment, à définir une organisation en matière de sécurité et désignera un correspondant sécurité qui sera l'interlocuteur de l'Ingénieur Sécurité de l'Installation du CEA.

### **2. La législation et la réglementation relatives à la radioprotection dont :**

Les dispositions du code de la santé publique ainsi que les dispositions relatives, notamment, à la protection des travailleurs contre les dangers des rayonnements ionisants et leurs modalités pratiques d'application par :

- la surveillance médicale des personnels et la tenue et la mise à jour des documents prévus par la réglementation ;
- la formation aux risques radiologiques répondant aux exigences du décret n° 2003-296 : formation CEFRI option centre de recherches ou équivalent (programme, durée de formation...) ;
- le classement du personnel dans la catégorie requise ;
- l'assistance de l'unité chargée d'assurer la protection contre les rayonnements. En particulier, le Titulaire communique au Service de Protection contre les Rayonnements (SPR, pour tout nouvel arrivant devant intervenir en zone surveillée ou contrôlée, les doses efficaces et résultats nominatifs de dosimétrie opérationnelle sur une période de 12 mois glissants ;
- la mise en œuvre des obligations particulières en matière de dosimétrie et d'utilisation d'appareils et d'équipements de protection individuelle ;
- la certification répondant aux exigences de l'arrêté du 27 novembre 2013 relatif aux entreprises intervenant au sein d'établissements exerçant des activités nucléaires et des entreprises de travail temporaire concernées par ces activités ;
- le respect des règles générales de radioprotection en vigueur sur le Centre de Cadarache ainsi que les prescriptions de radioprotection décrites dans les Dossiers d'Intervention en Milieu Radioactif (DIMR) et dans les documents des installations relatifs aux travaux à réaliser.

Le Titulaire est tenu de fournir à son personnel des appareils, équipements de protection individuelle et instruments de mesure de l'exposition individuelle (notamment : masques de protection des voies respiratoires, tenues de protection, dosimètres) et de procéder à leur entretien et à leur contrôle annuel.

Les EPVR (Equipements de Protection des Voies Respiratoires) fournis par le Titulaire à ses salariés devront répondre aux exigences des normes NF EN136 et EN14387.

Le Titulaire devra s'assurer de l'adéquation des EPVR aux risques mentionnés au plan de prévention établi entre les parties.

V031024	DG/CAD/DSTG/SMA/BELP	B24-02431-CCS	4000 / P5H	26/33
	EMETTEUR	AFFAIRE	Numéro de Marché	

Ces EPVR devront être équipés d'une cartouche filtrante neuve adaptée aux risques présents sur l'(les) installation (s) conformément au Plan de Prévention. Les EPVR ne pourront sortir du périmètre des installations du centre de Cadarache qu'après contrôle tracé du Service de Protection contre les Rayonnement ionisants. Toutes les cartouches filtrantes ne pourront en aucun cas sortir des installations du Centre de Cadarache. Toutes cartouches utilisées (opercule ouvert) devront être mises dans la filière des déchets nucléaires (à minima TFA) sur l'installation où elles auront été utilisées.

Les consignes particulières prises sur le Centre de Cadarache en application du décret n°2003-296 (codifié aux articles R.4451-1 et suivants du code du travail) autorisant le chef d'établissement à adopter des mesures en matière de radioprotection, prévoient, notamment, des plafonds en matière d'exposition individuelle aux rayonnements ionisants, l'utilisation du système CARD pour le suivi de la dosimétrie opérationnelle du personnel affecté à des travaux sous rayonnements ou intervenant en zone contrôlée, l'utilisation si nécessaire d'EPVR filtrants (Equipements de Protection des Voies Respiratoires), un référentiel des durées d'intervention en tenue de protection et des recommandations pour l'évaluation de la situation de travail.

En particulier, aux termes de ces consignes :

- la somme des doses efficaces reçues par exposition externe et interne par un travailleur intervenant en zone surveillée ou réglementée ne doit pas dépasser 15 mSv sur douze mois consécutifs ;
- les appareils, équipements de protection et instruments de mesure du Titulaire doivent respecter, en particulier, les conditions suivantes :
  - les dosimètres doivent être compatibles avec le système de suivi de la dosimétrie opérationnelle CARD utilisé par le CEA ;
  - les EPVR filtrants doivent être certifiés CE et avoir été vérifiés selon une méthode normalisée ou validée par le CEA dans l'année qui précède leur utilisation dans les installations du CEA. Une copie des certificats de contrôle devra être remise au CEA ;
  - la durée maximale de port des tenues avec ou sans adduction d'air doit respecter le référentiel établi par le CEA figurant dans le cahier des charges du présent Marché ou doit être validé par le Service de Santé au Travail du Centre de Cadarache en concertation avec le service de médecine du travail du Titulaire dans le cadre d'une convention signée entre eux.

Le CEA procède directement à la transmission des résultats nominatifs de dosimétrie opérationnelle issus du système CARD par informatique vers la base SISERI de l'IRSN. Le CEA met par ailleurs les résultats de la dosimétrie opérationnelle à la disposition de la Personne Compétente en Radioprotection (PCR) du Titulaire, au travers d'un accès à la borne informatisée de consultation de la base CARD2. Cette disposition permet à la PCR d'assurer le suivi de la dosimétrie opérationnelle des intervenants pour le compte de son entreprise et d'assurer la communication des résultats, sous leur forme nominative, au travailleur concerné, au médecin désigné à cet effet par celui-ci, au médecin du travail dont il relève, et au chef d'établissement, ainsi que les communications prévues par le décret n° 2003-296.

### **3. Respect par le Titulaire du Marché de la réglementation fiscale et sociale**

Le Titulaire s'engage à remettre :

- lors de la conclusion du présent Marché et tous les six mois à compter de sa signature, jusqu'à la fin de l'exécution, les documents exigés à l'article D.8222-5 (s'il est établi en France) ou à l'article D.8222-7 (s'il est établi à l'étranger) du code du travail et, le cas échéant, la liste nominative des salariés étrangers qui seraient susceptibles d'être employés (articles D.8254-2 à D.8254-5 du code du travail) ;
- les attestations et certificats délivrés par les administrations et organismes compétents prouvant que le candidat a satisfait à ses obligations fiscales et sociales (arrêté du 22 mars 2019 fixant la liste des impôts, taxes, contributions ou cotisations sociales donnant lieu à la délivrance de certificats pour l'attribution des contrats de la commande publique).

En outre, conformément aux dispositions de l'article R.1263-12 du code du travail, si le Titulaire est établi à l'étranger et qu'il détache un ou plusieurs salariés en France, il doit fournir, avant le début du détachement, les documents suivants au CEA :

- une copie de la déclaration de détachement effectuée sur le téléservice « SIPSI » du Ministère chargé du travail ;
- une copie du document désignant le représentant mentionné à l'article R. 1263-2-1 du code du travail.

Le Titulaire doit s'assurer, lors de la conclusion du Marché et tout au long de son exécution, que ses fournisseurs et sous-traitants se conforment également à ces dispositions.

V031024	DG/CAD/DSTG/SMA/BELP	B24-02431-CCS	4000 / P5H	27/33
	EMETTEUR	AFFAIRE	Numéro de Marché	

Le Titulaire encourt des pénalités s'il ne les respecte pas (cf. article 21.1 des Conditions Générales d'Achat du CEA).

#### **4. Les habilitations – les certifications**

Le Titulaire s'engage à fournir au CEA, préalablement à l'exécution du présent Marché, les certificats et les habilitations requis pour tous les personnels amenés à intervenir sur le Centre de Cadarache (travaux d'ordre électrique, conduite des appareils de levage et des engins de manutention, intervention en zone réglementée etc.) et à signaler toute modification des documents intervenant en cours d'année. Le CEA décline toute responsabilité à l'occasion de dommages causés par les salariés du Titulaire dépourvus d'habilitation.

#### **5. Les modalités d'accès au Centre**

##### **5.1 La procédure CEA**

L'accueil des personnels du Titulaire s'effectuera conformément aux dispositions des procédures d'accès au centre CEA listées ci-après :

- Procédure « demande d'accès au centre CEA de Cadarache » référence DGCEA/CAD/DIR/PR/019,
- Procédure « demande d'accès des travailleurs d'entreprises extérieures » réf. DGCEA/CAD/DIR/PR/020.

A cette fin et avant le début d'exécution de la prestation objet du présent Marché, le Titulaire se rapprochera de son correspondant technique contractuel (Unité donneur d'ordre) et lui délivrera toutes les informations lui permettant d'effectuer les démarches nécessaires pour l'accès des personnels du Titulaire.

Les demandes d'accès obéissent à des régimes différents suivant la durée de la présence sur le Centre de Cadarache telle que prévue au Marché :

La demande d'accès est réalisée par l'Unité donneur d'ordre, avec un délai d'anticipation entre la saisie dans l'application informatique HORUS et l'entrée sur le centre des personnels du Titulaire de :

- personnel UE : 7 jours incompressibles,
- personnel non UE : 20 jours ouvrés (délai réduit à 3 jours si le personnel est accompagné d'un agent CEA en permanence et sous réserve de l'obtention d'une dérogation de l'Officier de Sécurité du centre).

##### **Présence de longue durée (supérieure ou égale à 32 jours sur le centre) :**

La demande d'accès est réalisée par l'Unité donneur d'ordre qui dépose auprès du service accueil du CEA (bâtiment 105) une demande de Laissez-Passer Entreprise (LPE), dûment remplie et signée par le Titulaire avec toutes les pièces justificatives requises, suivant le formulaire adapté décrit dans la Procédure CEA précitée.

Dans le cas d'une première demande d'accès sur le Centre de Cadarache, cette demande de LPE devra être déposée auprès du service accueil du CEA (bâtiment 105) **deux (2) mois avant le début d'exécution de la prestation.**

Dans le cas où l'Unité donneur d'ordre doit faire travailler le Titulaire avant ce délai de 2 mois, elle devra, après le dépôt du dossier, initier également une demande d'accès pour une présence de courte durée.

Dans le cas d'un renouvellement d'accès, cette demande de LPE devra être déposée auprès du service accueil du CEA (bâtiment 105) **quinze (15) jours avant le début d'exécution de la prestation.**

##### **5.2 Les jours de fermeture du Centre de Cadarache**

Le Centre de Cadarache sera fermé aux dates suivantes, pour l'année 2024 : vendredi 10 mai, lundi 12 août au vendredi 16 août, lundi 23 décembre au mardi 31 décembre.

Pour les années suivantes, les jours de fermeture pourront être communiqués au Titulaire sur simple demande auprès de l'interlocuteur commercial CEA.

#### **6. La sous-traitance**

Les dispositions de la présente annexe s'appliquent également aux sous-traitants du Titulaire, proposés en début de Marché ou en cours d'exécution.

V031024	DG/CAD/DSTG/SMA/BELP	B24-02431-CCS	4000 / P5H	28/33
	EMETTEUR	AFFAIRE	Numéro de Marché	

## **ANNEXE 2 - PROTECTION DES INFORMATIONS SENSIBLES NON CLASSIFIEES**

### **Obligation de confidentialité**

Les informations et documents relatifs à l'exécution du présent contrat n'ont pas vocation à être publics.

Le titulaire s'engage à ne pas divulguer à un tiers, communiquer ou publier en France et à l'étranger sous quelque forme que ce soit, même à titre de référence et de notoriété, sans l'autorisation écrite du CEA, aucune information dont il a connaissance au cours de l'exécution dudit contrat en dehors des communications strictement nécessaires à son exécution.

Le Titulaire doit informer ses sous-traitants de cette obligation de confidentialité et veiller à son application par ces derniers.

Ne sont pas couverts par cette obligation de confidentialité les informations et documents déjà accessibles au public au moment où ils sont portés à la connaissance des parties au Marché.

### **Gestion des informations du CEA**

L'exécution du présent contrat peut conduire le Titulaire à avoir connaissance d'informations qui, sans être couvertes par le secret de défense<sup>1</sup>, relèvent au CEA de la Diffusion Ordinaire (DO) ou qui sont protégées par la mention Diffusion Restreinte (DR).

#### **➤ DIFFUSION ORDINAIRE**

Les systèmes d'information traitant des informations de niveau Diffusion Ordinaire doivent respecter les mesures recommandées par l'ANSSI dans son Guide d'Hygiène Informatique et dans l'instruction interministérielle relative à la protection des systèmes d'informations sensibles n° 901/SGDSN/ANSSI lorsqu'elles sont identifiées comme sensibles.

#### **➤ DIFFUSION RESTREINTE**

Les informations et supports de niveau Diffusion Restreinte doivent faire l'objet des mesures de protection indiquées dans :

- l'arrêté du 9 Août 2021 portant approbation de l'instruction générale interministérielle n°1300 sur la protection du secret de la défense nationale,
- l'instruction interministérielle relative à la protection des systèmes d'informations sensibles n° 901/SGDSN/ANSSI.

Les échanges d'informations sensibles ou de niveau DIFFUSION RESTREINTE au format électronique doivent impérativement faire l'objet d'un chiffrement par un outil qualifié par l'Agence Nationale de Sécurité des Systèmes d'Information (ANSSI) et d'un engagement de l'utilisateur quant au respect des règles de sécurité informatique.

En application, le CEA a fait le choix de ZoneCentral/Zed de la société PRIM'X Technologies.

Pour la sécurisation des transmissions électroniques avec le CEA, le titulaire peut faire l'acquisition, auprès de la société PRIM'X Technologies, d'une licence ZoneCentral ou télécharger le gratuiciel.

#### **➤ Maîtrise des échanges et supports autorisés**

Ces règles s'appliquent à tous les acteurs du Marché, CEA, titulaire, co-traitant et sous-traitant.

<sup>1</sup> Les marchés classifiés et sensibles doivent être instruits conformément aux obligations de l'instruction interministérielle n° 1300 sur la protection du secret de la défense nationale

V031024	DG/CAD/DSTG/SMA/BELP	B24-02431-CCS	4000 / P5H	29/33
	EMETTEUR	AFFAIRE	Numéro de Marché	

	DIFFUSION RESTREINTE	DIFFUSION ORDINAIRE
Messagerie électronique	Conteneur chiffré*	Conteneur chiffré* peut être demandé quand la sensibilité le nécessite.
Plateformes web collaboratives CEA		
Zone de partage FTP fournie par le CEA		
En attachement visioconférence CEA	Sous réserve que l'usage du service soit autorisé par l'ASSI : Conteneur chiffré*	
Plateformes d'échange Internet « Cloud » (Dropbox, WeTransfer, Google Drive, etc.)		
En attachement à un service externalisé de visioconférence (WebEx, etc.)		
Supports amovibles USB	Conteneur chiffré*. Les supports doivent être dédiés, marqués et enregistrés.	Conteneur chiffré* peut être demandé. Les supports doivent être dédiés. Acheminement conforme aux règles d'acheminement des courriers DO.
DVDrom ou CDrom	Acheminement conforme aux règles d'acheminement des courriers DR.	
Connexion sur un réseau CEA d'un équipement appartenant au Titulaire	INTERDIT sauf si l'équipement est dédié, identifié, autorisé par l'ASSI et conforme à la PSSI du CEA.	

(\*) Accès par mot de passe

### Système d'information

Dans le cas où des informations du CEA doivent être traitées sur le système d'information du Titulaire, celui-ci doit être protégé par un antivirus efficace mis à jour régulièrement et l'accès aux informations restreint aux seules personnes ayant à les consulter et à les traiter, via un compte nominatif et un mot de passe robuste. Les clés USB et autres supports éventuels de sauvegarde ou de transfert doivent être identifiés et dédiés au Marché.

### Engagement de confidentialité

Certaines prestations peuvent nécessiter la signature préalable d'un engagement de confidentialité par les salariés du titulaire. Le cas échéant, le CEA indiquera au Titulaire les prestations concernées par cette mesure.

### Restitution des informations et supports

A l'achèvement du contrat, sauf clause contractuelle explicite, le Titulaire s'engage à restituer au CEA, dans un délai convenu, la totalité des documents et supports transmis par le CEA ou émis au titre du présent contrat.

Il s'engage également à détruire ces mêmes documents et fichiers numériques sur son système d'information ainsi que sur tout support de sauvegarde.

V031024	DG/CAD/DSTG/SMA/BELP	B24-02431-CCS	4000 / P5H	30/33
	EMETTEUR	AFFAIRE	Numéro de Marché	

**ANNEXE 3 – MODELE D'ORDRE DE SERVICE**

<b>ORDRE DE SERVICE N°</b>				
<b><u>Marché n°4000.....</u></b>			<b><u>Titulaire :</u></b>	
n°UO	Objet	Coût unitaire (€ HT)	Quantité	Montant (€ HT)
<b>Montant total : ..... € HT</b>				
Commentaires :				
		<b>CEA</b>		
NOM				
DATE				
SIGNATURE				

Les prestations sont réalisées à titre forfaitaire.

Le Titulaire ne pourra engager de prestations au-delà des quantités et des montants indiqués sur l'ordre de service sans autorisation préalable et écrite du CEA, sous peine de non-règlement des dépenses excédentaires.

V031024	DG/CAD/DSTG/SMA/BELP	B24-02431-CCS	4000 / P5H	31/33
	EMETTEUR	AFFAIRE	Numéro de Marché	

**ANNEXE 4 – MODELE DE FICHE DE MODIFICATION SUR DEVIS PREALABLE (FDMDP)**

FICHE DE MODIFICATION SUR DEVIS PREALABLE (FDMDP) N°		
<u>Marché n°4000.....</u>	<u>Titulaire :</u>	
<u>Référence de la spécification technique du CEA :</u>	<u>Référence du devis du Titulaire :</u>	
<p>Montant : ..... € HT calculé sur la base des taux journaliers ou taux horaires suivants</p> <p>Qualification 1 : .....euros HT.</p> <p>Qualification 2 : .....euros HT</p>		
Les prestations relatives à la FDMDP correspondent au périmètre suivant :		
Délais(s) d'exécution et date(s) de remise du/des livrable(s) :		
	<b>CEA</b>	<b>TITULAIRE</b>
NOM		
DATE		
SIGNATURE		

Les prestations sont réalisées à titre forfaitaire.

Le Titulaire ne pourra engager d'opération au-delà du montant indiqué sur la FDMDP sans autorisation préalable et écrite du CEA, sous peine de non-règlement des dépenses excédentaires.

V031024	DG/CAD/DSTG/SMA/BELP	B24-02431-CCS	4000 / P5H	32/33
	EMETTEUR	AFFAIRE	Numéro de Marché	

## **ANNEXE 5 – PRESTATIONS EN PARTS ESTIMATIVES**

**(CES ELEMENTS RENVOYENT AU DOCUMENT B24-02431-CCS BORDEREAU DE PRIX – PART  
ESTIMATIVE + SCENARIO)**

V031024	DG/CAD/DSTG/SMA/BELP	<b>B24-02431-CCS</b>	<b>4000 / P5H</b>	33/33
	EMETTEUR	AFFAIRE	Numéro de Marché	